

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.992/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'eau, de la Conservation de la nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 décembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du 23 mars 1995 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 relatif à la modification de l'arrêté du 13 février 1992 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Agence Régionale pour la Propreté", a donné le 29 janvier 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.992/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 5 december 2000 door de Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid, en Buitenlandse Handel van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 met betrekking tot de wijziging van het besluit van 13 februari 1992 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid", heeft op 29 januari 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

L'arrêté en projet a pour principal objectif d'instaurer au profit des membres du personnel de l'organisme d'intérêt public dénommé "Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté", ci-après désigné l'"Agence", un régime de promotion par avancement barémique.

La section de législation du Conseil d'Etat est actuellement saisie d'un projet qui fixe pour la plupart des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale un statut administratif et pécuniaire unique (1).

Les membres du personnel de l'Agence ne sont toutefois pas visés par cette réforme.

Interrogés à ce propos, les représentants du ministre ont expliqué que du point de vue de ses missions, l'Agence ne pouvait être comparée aux autres organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

La spécificité de ses missions impliquerait, selon eux, que son personnel fasse l'objet de mesures statutaires distinctes (2).

(1) référencé au greffe sous le n° 30.491/2.

(2) A propos des spécificités des missions, la section de législation du Conseil d'Etat constate cependant que le personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est également concerné par le nouveau statut en projet, du moins par certaines matières; or, cet organisme d'intérêt public est également chargé de missions tout à fait particulières.

Afin d'éviter toute critique de discrimination entre, d'une part, le personnel de l'Agence et, d'autre part, le personnel des autres organismes d'intérêt public bruxellois, il conviendrait de joindre à l'arrêté en projet un rapport au Gouvernement expliquant pour quelle raison objective les membres du personnel de l'Agence doivent continuer à faire l'objet d'un régime statutaire particulier.

Par ailleurs, l'attention des auteurs du projet est attirée sur l'article 55 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vertu duquel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est compétent pour fixer le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise dans les limites prévues à l'article 87 de la loi spéciale et par analogie avec le statut du personnel des services du Gouvernement.

Il découle de cette disposition que le statut des membres du personnel de l'Agence doit être conçu de telle manière qu'il rejoigne les éléments essentiels du statut du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sous réserve de cette observation préalable, le projet appelle les remarques ci-après.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Il est suggéré de le rédiger plus simplement comme suit :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant certaines dispositions relatives au personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté." (1).

Préambule

1. Le troisième référant consacré à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 relatif à la modification de l'arrêté du 13 février 1992, fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Agence régionale pour la Propreté doit être complété par la mention suivante : ", modifié par l'arrêté du 22 mai 1997;".

(1) L'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté dispose en son article 3, § 1er, qu'il est créé un organisme d'intérêt public intitulé "Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté". Il s'impose d'utiliser exactement cette dénomination dans l'intitulé et le dispositif, quitte à faire suivre, dans ce dernier, la première dénomination complète de la formule "ci-après dénommée l'Agence".

.../...

2. Le sixième référént consacré à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté, peut être omis, cet arrêté ne constituant pas un fondement légal pour l'arrêté en projet.

3. Au septième référént, devenant le sixième référént, il y a lieu d'écire :

"Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2000;".

4. Au dixième référént, devenant le septième référént, il y a lieu d'écire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 9 novembre 2000;".

5. Au huitième référént, il convient d'écire :

"Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 2000;".

.../...

6. Au neuvième référant, il convient d'écrire :

"Vu le protocole n° 2000/19 du Comité de négociation de secteur XV, donné le 23 novembre 2000;".

7. Au douzième référant, devenant le onzième référant, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis 30.992/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 1er

(et non Art. 1 :)

1. Les dérogations prévues par le projet aux règles générales relatives aux promotions par avancement barémique contenues dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et dans les arrêtés du 8 janvier 1973 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public sont les suivantes :

- la promotion barémique telle qu'elle est consacrée par l'arrêté en projet, est ouverte aux agents contractuels, et non aux seuls agents statutaires;

.../...

- elle n'est pas limitée à un certain pourcentage d'emplois du grade considéré;
- elle n'est pas liée, comme parfois dans la fonction publique fédérale, à la réussite d'un examen;
- le bénéfice de cette promotion n'est pas lié à l'évaluation du membre du personnel, mais à l'absence de sanction disciplinaire en ce qui concerne le personnel statutaire ou de procédure pouvant conduire au licenciement, en ce qui concerne les agents contractuels.

Il s'agit là de dérogations importantes aux arrêtés royaux précités dont la raison d'être objective doit être justifiée dans le rapport au Gouvernement précédant l'arrêté en projet. Il est fait référence, à cet égard, à l'observation générale.

2. Dans un souci de sécurité juridique, il importe de préciser au paragraphe 1er, alinéa 1er, en projet, quelles sont les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et des arrêtés royaux du 8 janvier 1973, précités, auxquelles il est dérogé.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, en projet, il convient d'identifier avec précision l'annexe concernée par cette disposition, en l'occurrence, en visant les tableaux figurant dans l'annexe 1.

.../...

3. Le paragraphe 2 en projet détermine les conditions de l'obtention d'une promotion par avancement barémique.

La première de ces conditions, prévue au 1°, est de "compter six années d'ancienneté de grade au sein de l'Agence" sans qu'il soit possible de tenir compte pour le calcul de cette ancienneté de certaines périodes assimilées à des périodes de services effectifs.

Ces périodes sont les congés accordés pour une interruption de la carrière professionnelle, pour l'exercice d'une activité auprès d'un groupe politique d'une assemblée législative ainsi que pour départ anticipé à mi-temps.

Est également visé le congé en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires en temps de paix ainsi que pour l'accomplissement de services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en tant qu'objecteur de conscience.

Il ressort des explications des délégués du ministre que l'intention est d'exclure du calcul de l'ancienneté de grade les périodes de congé qui ont été prises sur une base volontaire.

Compte tenu de cette intention, il y aurait lieu de prendre en compte, pour le calcul de l'ancienneté, les prestations militaires en temps de paix qui ont été accomplies dans le cadre du service militaire ou, en lieu et place de celui-ci, en qualité d'objecteur de conscience.

.../...

Le paragraphe 2, 1°, en projet, devra être revu sur ce point.

4. En ce qui concerne le paragraphe 2, 2°, en projet, des informations fournies par les délégués du ministre, il apparaît que les formations - organisées ou reconnues - peuvent avoir été reçues tout au long de la carrière de l'agent, qu'elles ne sont pas organisées dans la perspective de la promotion barémique, et qu'il y en a de tous types, adaptées aux fonctions, aux nécessités du service; ont ainsi été citées des formations "ergonomiques" sur la manière de porter des charges, d'autres portant sur la conduite et l'entretien des camions de voirie. Quant "aux formations reconnues par l'Agence", elles concernent plus particulièrement les membres du personnel du niveau 1; a été donné comme exemple une formation portant sur la législation en matière de marchés publics. Les "travaux personnels" sont conçus comme des travaux écrits qui seraient rédigés par des agents de niveau 1, le plus souvent à la suite de formations reçues par les intéressés. Selon les délégués, ces formations ne sont pas sanctionnées par des examens, l'assiduité étant considérée comme suffisante.

Les formations dispensées doivent être plus clairement identifiées dans le texte en projet ou, mieux encore, dans une annexe supplémentaire à celui-ci.

5. Comme le prévoit le paragraphe 1er, alinéa 3 en projet, la promotion par avancement barémique peut être accordée deux fois dans un même grade sauf pour les membres

.../...

du personnel titulaires des rangs 13 et supérieurs qui ne peuvent bénéficier de cette promotion qu'à une seule reprise dans un même grade.

Il doit ressortir plus clairement du texte en projet que la deuxième promotion par avancement barémique nécessite le respect des mêmes conditions à savoir une nouvelle période de six années de grade et une nouvelle formation. Le texte en projet pourrait en effet être interprété en ce sens qu'une seule formation serait prise en considération pour les deux promotions.

6. A propos du paragraphe 2, 3°, en projet, les délégués du ministre ont été interrogés sur les raisons pour lesquelles, il n'est pas tenu compte de l'évaluation des membres du personnel de l'Agence pour l'octroi de ces promotions. Ils ont répondu que l'évaluation du personnel était difficilement praticable au sein de l'Agence.

La section de législation se doit de rappeler qu'en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, l'évaluation des agents est un élément essentiel de leur statut qui ne peut être écarté au motif qu'il est difficile de le mettre en oeuvre.

Le texte doit dès lors être fondamentalement revu.

7. Le paragraphe 3 en projet sera omis dans la mesure où il ne fait que paraphraser l'article 13, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

.../...

du 23 mars 1995 déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté.

Article 2

En tant qu'il vise à supprimer des grades, cet article est dépourvu de caractère réglementaire. La section de législation n'est pas compétente pour se prononcer à son sujet.

Elle estime cependant devoir attirer l'attention de l'auteur du texte sur le fait que la suppression envisagée concerne au premier chef l'arrêté du 23 mars 1995 fixant le cadre organique de l'Agence régionale pour la Propreté, l'arrêté du 23 mars 1995 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté et l'arrêté du 7 octobre 1993 relatif à la modification de l'arrêté du 13 février 1992, fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Agence régionale pour la Propreté.

Il ne sera cependant pas nécessaire de prévoir des mesures de conversion vers d'autres grades ou des mesures transitoires car les fonctionnaires délégués ont précisé que ces grades n'avaient plus aucun titulaire.

.../...

Article 3

L'article 3 du projet qui fixe certaines échelles de traitement améliorées est, lui aussi, dépourvu de caractère réglementaire.

Article 4

1. L'alinéa 1er en projet ne fait qu'énoncer que les personnes qui remplissent les conditions d'obtention des promotions barémiques au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet ont droit à ces promotions; il est dès lors superflu.

Cet alinéa sera en conséquence omis.

2. A l'alinéa 4 en projet, in fine, on comprend mal le sens des termes "et moyennant la réunion des conditions prévues à l'article 1er § 2 du présent arrêté" car ces conditions doivent être remplies en tout état de cause dès le début.

Ces mots devront en conséquence être supprimés.

Article 5

Compte tenu de la date à laquelle le présent avis est donné, la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet doit être revue.

.../...

Annexes

1. Dans l'annexe 1 du projet, il est indispensable d'écrire les dénominations des grades de niveau 4 en toutes lettres, et non sous la forme d'abréviations.

Plutôt que de parler de "saut d'échelles", expression utilisée dans le langage courant, mieux vaut utiliser celle qui est consacrée dans le projet lui-même à savoir "première promotion par avancement barémique" et "seconde promotion par avancement barémique".

2. Les annexes contenant le montant des rémunérations doivent être adaptées en tenant compte de la conversion en cours du franc belge en euro. Il convient de respecter à cet égard les règles mises en place par la Région de Bruxelles-capitale.

3. Les annexes doivent être présentées suivant les règles de légistique, c'est-à-dire être précédées de la formule "Vu pour être annexé à l'arrêté du ..." suivie des mêmes signatures et contreseings que l'arrêté auquel les annexes sont jointes.

OBSERVATION FINALE

En ce qui concerne le texte néerlandais, il est renvoyé à l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het ontworpen besluit strekt er in de eerste plaats toe ten behoeve van de personeelsleden van de instelling van openbaar nut, "Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid" genaamd en hierna het "Agentschap" genoemd, een regeling van bevordering door weddeschaalverhoging in te stellen.

Bij de afdeling wetgeving van de Raad van State is thans een ontwerp aanhangig dat voor de meeste personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een enkel administratief en geldelijk statuut vaststelt (1).

Deze hervorming heeft evenwel geen betrekking op de personeelsleden van het Agentschap.

Daarover om uitleg gevraagd, hebben de gemachtigden van de Minister erop gewezen dat het Agentschap, wat de taken ervan betreft, niet kan worden vergeleken met de andere instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

(1) met als kenmerk nr. 30.491/2.

Ze zijn van oordeel dat de specifieke taken van het Agentschap afzonderlijke rechtspositionele maatregelen vergen voor het personeel ervan (1).

Om te voorkomen dat het bezwaar gemaakt wordt dat er een discriminatie zou bestaan tussen enerzijds het personeel van het Agentschap en anderzijds het personeel van de andere Brusselse instellingen van openbaar nut, dient bij het ontworpen besluit een verslag aan de Regering te worden gevoegd waarin wordt uitgelegd om welke objectieve reden voor de personeelsleden van het Agentschap een bijzondere rechtspositionele regeling moet blijven gelden.

Verder wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp gevestigd op artikel 55 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, krachtens hetwelk de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd is om het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de Brusselse agglomeratie vast te stellen binnen de perken van artikel 87 van de bijzondere wet en naar analogie met het statuut van het personeel van de diensten van de Regering.

(1) In verband met de specificiteit van de taken constateert de afdeling wetgeving van de Raad van State evenwel dat het personeel van de dienst Brandweerbestrijding en Dringende Medische Hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eveneens valt onder het nieuwe ontworpen statuut, althans voor bepaalde aangelegenheden; deze instelling van openbaar nut is echter eveneens belast met heel specifieke taken.

Uit deze bepaling volgt dat het statuut van de personeelsleden van het Agentschap in die zin dient te worden opgevat dat het in wezen overeenstemt met het statuut van het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder voorbehoud van deze voorafgaande opmerking, zijn bij het ontwerp de volgende opmerkingen te maken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Er wordt voorgesteld het te vereenvoudigen als volgt :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende sommige bepalingen betreffende het personeel van Net-Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid." (1).

(1) Artikel 3, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid bepaalt dat er een instelling van openbaar nut wordt opgericht onder de benaming "Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid". In het opschrift en het dispositief dient deze benaming juist te worden gebruikt, waarbij in het dispositief aan de eerste volledige benaming de woorden "hierna genoemd het Agentschap" dienen te worden toegevoegd.

Aanhef

1. De derde verwijzing betreffende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 tot wijziging van het besluit van 13 februari 1992 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid dient te worden aangevuld met de volgende vermelding : ", gewijzigd bij het besluit van 22 mei 1997;".

2. De zesde verwijzing betreffende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid mag vervallen, omdat dat besluit geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

3. In de zevende verwijzing, die de zesde verwijzing wordt, dient te worden geschreven :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 november 2000;".

4. In de tiende verwijzing, die de zevende verwijzing wordt, dient te worden geschreven :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 9 november 2000;".

.../...

5. In de achtste verwijzing dient te worden geschreven :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 november 2000;".

6. In de negende verwijzing dient te worden geschreven :

"Gelet op het overlegprotocol nr. 2000/19 van 23 november 2000 van sectorcomité XV;".

7. In de twaalfde verwijzing, die de elfde verwijzing wordt, dient te worden geschreven :

"Gelet op advies 30.992/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 1

(en niet Art. 1 :)

1. De bij het ontwerp bepaalde afwijkingen van de algemene regels betreffende de bevorderingen door wedde-schaalverhoging die vervat zijn in het koninklijk besluit

.../...

van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijks-personeel en in de besluiten van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut zijn de volgende :

- arbeidscontractanten, en niet alleen vastbenoemde ambtenaren, hebben recht op bevordering door weddeschaalverhoging zoals ze bij het ontworpen besluit vastgelegd is;
- die bevordering is niet beperkt tot een bepaald percentage betrekkingen van de beschouwde graad;
- ze is niet gekoppeld aan het slagen voor een examen, wat soms in het federaal openbaar ambt het geval is;
- om op deze bevordering aanspraak te maken, hoeft het personeelslid niet te worden geëvalueerd, maar mag het geen tuchtstraf hebben gekregen, wat het vastbenoemde personeel betreft, of mag er geen procedure ingesteld zijn die tot ontslag kan leiden, wat de arbeidscontractanten betreft.

Dit zijn belangrijke afwijkingen van de voormelde koninklijke besluiten, die op een objectieve wijze dienen te worden verantwoord in het verslag aan de Koning dat aan het ontworpen besluit voorafgaat. In dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking.

.../...

2. Omwille van de rechtszekerheid dient in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, te worden aangegeven van welke bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van de voornoemde koninklijke besluiten van 8 januari 1973 afgeweken wordt.

In het tweede lid van dezelfde ontworpen paragraaf dient nauwkeurig te worden bepaald op welke bijlage die bepaling betrekking heeft, door in casu te verwijzen naar de in bijlage 1 opgenomen tabellen.

3. In de ontworpen paragraaf 2 worden de voorwaarden bepaald waaronder een bevordering door weddeschaalverhoging verkregen wordt.

De eerste van die voorwaarden, bepaald in onderdeel 1°, is "zes jaar graadanciënniteit (...) hebben bij het Agentschap (...)", met dien verstande dat bij de berekening ervan geen rekening kan worden gehouden met bepaalde periodes die worden gelijkgesteld met periodes van werkelijke dienst.

Deze periodes zijn de verloven die worden toegekend voor loopbaanonderbreking, voor de uitoefening van een activiteit bij een politieke fractie in een wetgevende vergadering en voor een halftijdse vervroegde uittreding.

Eveneens bedoeld wordt het verlof voor het uitvoeren van bepaalde militaire opdrachten in vredestijd, van diensten bij de civiele bescherming of het verrichten van taken van openbaar nut als gewetensbezwaarde.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat het de bedoeling is de periodes van verlof genomen op een vrijwillige basis niet in aanmerking te nemen bij de berekening van de graadanciënniteit.

Gelet op deze bedoeling dienen dus voor de berekening van de anciënniteit de militaire opdrachten in vredestijd uitgevoerd in het kader van de militaire dienst of, ter vervanging ervan, als gewetensbezwaarde, in aanmerking te worden genomen.

De ontworpen paragraaf 2, 1°, dient op dat punt te worden herzien.

4. Wat betreft de ontworpen paragraaf 2, 2°, blijkt uit de inlichtingen van de gemachtigden van de Minister dat de - georganiseerde of erkende - opleidingen gevolgd kunnen worden op gelijk welk ogenblik tijdens de loopbaan van het personeelslid, dat ze niet georganiseerd worden met het oog op bevordering door weddeschaalverhoging en dat er allerlei types van opleiding bestaan, die aangepast zijn aan het ambt, aan de behoeften van de dienst; zo hebben die gemachtigden "ergonomische" opleidingen ter sprake gebracht, die betrekking hebben op de wijze waarop ladingen dienen te worden gedragen, op het besturen en onderhouden van vuilniswagens. De "door het Agentschap erkende opleidingen" zijn in het bijzonder bedoeld voor de personeelsleden van niveau 1; de gemachtigden van de Minister hebben het voorbeeld gegeven van een opleiding die betrekking heeft op de wetgeving inzake overheidsopdrachten. De "persoonlijke werken" dienen

.../...

te worden opgevat als schriftelijk werk dat personeelsleden van niveau 1, meestal na afloop van een opleiding, verrichten. Volgens de gemachtigden van de Minister worden die opleidingen niet afgesloten met examens, maar volstaat het regelmatig aanwezig te zijn.

De verstrekte opleidingen dienen duidelijker te worden aangegeven in de ontworpen tekst of, beter nog, in een bijkomende bijlage er bij.

5. Volgens de ontworpen paragraaf 1, derde lid, kan de bevordering door weddeschaalverhoging tweemaal in dezelfde graad worden toegekend, behalve voor de personeelsleden die bekleed zijn met een betrekking van rang 13 en hoger; deze kunnen slechts eenmaal deze bevordering in dezelfde graad krijgen.

Uit de ontworpen tekst dient duidelijker te blijken dat voor de tweede bevordering door weddeschaalverhoging dezelfde voorwaarden dienen te worden vervuld, namelijk opnieuw zes jaar graadanciënniteit verworven hebben en een nieuwe opleiding genoten hebben. De ontworpen tekst kan immers in die zin worden uitgelegd dat voor de twee bevorderingen slechts één opleiding in aanmerking genomen wordt.

6. Wat de ontworpen paragraaf 2, 3°, betreft, is aan de gemachtigden van de Minister gevraagd om welke redenen voor de toekenning van die bevorderingen geen rekening gehouden wordt met de evaluatie van de personeelsleden van het Agentschap. Ze hebben geantwoord dat een evaluatie van het personeel binnen het Agentschap moeilijk kan worden uitgevoerd.

.../...

De afdeling wetgeving meent er te moeten aan herinneren dat krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de algemene beginselen de evaluatie van de ambtenaren een wezenlijk gegeven van hun statuut is waaraan niet mag worden voorbijgegaan om reden dat een evaluatie moeilijk uitvoerbaar is.

De tekst dient derhalve grondig te worden herzien.

7. De ontworpen paragraaf 3 dient te vervallen in zoverre artikel 13, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid gewoon geparafraseerd wordt.

Artikel 2

Dit artikel is niet regelgevend in zoverre het ertoe strekt graden te schrappen. De afdeling wetgeving is niet bevoegd om zich over dit artikel uit te spreken.

Ze meent evenwel de aandacht van de steller van de tekst te moeten vestigen op het feit dat de geplande schrapping in de eerste plaats betrekking heeft op het besluit van 23 maart 1995 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, het besluit van 23 maart 1995 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de hiërarchische

.../...

rangschikking van de graden die de personeelsleden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid kunnen dragen en het besluit van 7 oktober 1993 tot wijziging van het besluit van 13 februari 1992 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Agentschap voor Netheid.

Het is echter niet noodzakelijk maatregelen voor de overgang naar andere graden of overgangsbepalingen vast te stellen, omdat de gemachtigde ambtenaren erop gewezen hebben dat geen enkel personeelslid nog met een van die graden bekleed is.

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp, waarin "+" - salarisschalen worden vastgesteld, is evenmin regelgevend.

Artikel 4

1. In het ontworpen eerste lid wordt gewoon bepaald dat de personeelsleden die op de datum van de inwerking-treding van het ontworpen besluit voldoen aan de voorwaarden om een bevordering door weddeschaalverhoging te krijgen, op die bevorderingen recht hebben; het is derhalve overbodig.

Dat lid dient bijgevolg te vervallen.

.../...

2. Het is niet duidelijk wat in het ontworpen vierde lid, in fine, bedoeld wordt met de woorden ",mits aan de voorwaarden voorzien in artikel 1 § 2 van dit besluit worden voldaan", aangezien die voorwaarden in ieder geval van bij het begin dienen te worden vervuld.

Die woorden dienen bijgevolg te vervallen.

Artikel 5

Gelet op de datum waarop dit advies wordt gegeven, dient de datum van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit te worden herzien.

Bijlagen

1. Het is noodzakelijk om in bijlage 1 bij het ontwerp de benamingen van de graden van niveau 4 voluit, en niet afgekort, te schrijven.

Veeleer dan te spreken van "overgang naar hogere weddeschaal", zoals in de omgangstaal, is het verkieslijk de woorden te bezigen die in het ontwerp zelf zouden moeten voorkomen, namelijk "eerste bevordering door weddeschaalverhoging" en "tweede bevordering door weddeschaalverhoging", in plaats van "bevordering via baremaverhoging".

.../...

2. De bijlagen met het bedrag van de bezoldigingen dienen te worden aangepast op grond van de aan de gang zijnde omzetting van Belgische frank in euro. In dat verband dienen de regels te worden gevolgd die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft uitgevaardigd.

3. De bijlagen dienen te worden ingericht volgens de wetgevingstechnische regels, namelijk met de formule "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van ...", gevolgd door dezelfde handtekeningen en medeondertekeningen als onder het besluit waarbij ze worden gevoegd.

SLOTOPMERKING

De Nederlandse tekst van dit ontwerp is zowel uit wetgevingstechnisch als uit taalkundig oogpunt, ondermaats en dient derhalve volledig te worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée par Mme V. FRANCK,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. V. FRANCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN